

Colombie - Etats-Unis : les liens de la drogue

par Javier GIRALDO s.j.,* Bogota

Le nom «Colombie» est associé à un délit aux dimensions mondiales : la culture, la production et le trafic de cocaïne et d'héroïne. Ces drogues ayant des effets destructeurs pour la santé physique et mentale des consommateurs, la communauté internationale réagit de façon répressive. Les gouvernements des Etats-Unis ont trouvé depuis longtemps dans ce trafic un prétexte pour intervenir en Colombie. Certes, ils y développent des programmes de destruction des cultures de coca et des laboratoires, mais surtout ils y renforcent toujours plus leur système d'information et la présence de leurs conseillers militaires. Et comme une partie des activités des mouvements des insurgés est financée par des impôts prélevés sur le commerce de la drogue, les Etats-Unis voient là un motif suffisant à ce que leurs fondations et leurs agents combattent l'insurrection, baptisée «narco-guerrilla». Pourtant, les racines, les intérêts et les bénéfices de ce trafic se cachent dans l'hémisphère Nord ; la Colombie en est plutôt la victime.

Dès le début des années 80, un réseau d'économie illégale fut créé en Colombie, calqué sur les structures injustes de l'économie légale. La violence régnant dans certaines régions du pays contraignit près de 300 000 familles, pour la plupart misérables, à se déplacer et à s'installer dans des régions éloignées des centres de développement, sur des terres inhospitalières et sauvages, n'appartenant à personne et où il était quasiment impossible de survivre. Elles trouvèrent, grâce au développement du commerce de la coca, le moyen de se «soulager» de ces conditions de vie infra-humaines. Des intermédiaires se présentèrent rapidement pour prendre en charge les frais de plantation et de conditionnement de la feuille de coca et pour acheter leur production.

Aujourd'hui encore, ce commerce représente pour ces familles l'unique possibilité de survie, car les terres récupérées sur la forêt sont un «désert vert». Il est impossi-

ble d'y cultiver d'autres produits agricoles, ou, lorsque c'est faisable, de les commercialiser, car les routes manquent et les autres moyens de transport sont si coûteux, qu'au lieu d'en retirer un bénéfice, les paysans perdraient des sommes énormes. Jusqu'à aujourd'hui, aucune des propositions gouvernementales de remplacement n'a tenu compte de ces réalités, ni garanti la commercialisation des produits agricoles de substitution.¹

D'après des calculs, les paysans qui conditionnent la pâte de base de la cocaïne gagnent 40 fois moins que ceux qui la revendent en Colombie avant l'exportation

* Le père Giraldo est vice-président de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples et a été dix ans secrétaire général de la Commission Justice et Paix, Colombie. Il est l'auteur de *Colombia, the Genocidal Democracy* (Common Courage Press, Monroe 1996).

et 250 fois moins que ceux qui vendent la drogue dans les pays du Nord.² Si on analyse l'ensemble du commerce de la drogue en Colombie, on s'aperçoit que seuls 2 à 4 % du produit des ventes dans les pays du Nord retournent en Colombie, alimentant l'économie clandestine. Les 96 % restant demeurent dans le Nord, profitant à son économie.³ Le petit pourcentage de gain qui revient en Colombie représente malgré tout un minimum annuel de mille millions de dollars, et même, pour certaines années, de quatre mille millions !

Les narcotrafiquants blanchissent cet argent en l'investissant de préférence dans l'acquisition de terres plus productives. Selon certaines enquêtes fiables, près de trois millions d'hectares des meilleures terres du pays, réparties sur 250 communes, étaient en 1993 entre les mains du cartel. Or on estime à seulement 8 millions d'hectares l'ensemble des terrains de bon rendement agricole de Colombie.

Ceci explique en partie les relations entre le narcotrafic et la violence. Comme la plus grande partie de ces terres se trouvait dans des régions contrôlées par la guérilla, les narcotrafiquants, pour s'en emparer, ont appuyé les escadrons de la mort paramilitaires afin d'en expulser les insurgés. Résultat : à partir de 1985, on a assisté à une escalade sans précédent de la violence politique.

Faux prétextes

L'analyse du discours que tiennent les pays du Nord, principaux bénéficiaires du commerce de la drogue, rappelons-le, et en particulier le gouvernement des États-



Echec de la prohibition.

Unis dont la politique anti-drogue est la plus agressive, révèle de nombreuses incohérences. En voici quelques-unes.

On prétend que la guerre contre la drogue a été mise au point par les gouvernements Reagan et Bush (père) dans l'intention de provoquer une hausse exorbitante du prix des hallucinogènes, afin de dissuader les consommateurs. Force est de constater que, loin de diminuer, la consommation est allée jusqu'à aujourd'hui en augmentation croissante. Cette guerre a donc permis le développement du négoce le plus rentable du monde, avec des gains de l'ordre de 20 000 % qui restent quasi totalement dans les pays du Nord. Une étude du *Figaro* a montré qu'en 1995 le trafic de la drogue a produit trois cents millions de dollars de bénéfices, soit l'équivalent des deux tiers des réserves des banques nationales du monde.⁴

La prohibition constitue sans aucun doute l'élément essentiel d'une guerre aussi lucrative. Le marché de la cocaïne et de l'héroïne échappe ainsi à la loi fondamentale du système capitaliste, la loi de l'offre et de la demande. Qu'est-ce qui peut bien justifier une décision si contraire au fondement même du capitalisme ? Les drogues

hallucinogènes détériorant la qualité de la vie, on évoque des motivations éthiques. Mais alors, pourquoi n'interdit-on pas aussi la fabrication et le commerce des armes, dont le but n'est pas d'abîmer des vies, mais tout simplement de les éliminer ?

Si on souhaite protéger la qualité de vie de la jeunesse américaine et de celle des pays du Nord, pourquoi réprime-t-on uniquement les producteurs, dont la majorité ne pense qu'à survivre (seule une minorité spéculé sur les immenses bénéfices que leur rapporte ce produit) ? Ce sont pourtant les consommateurs eux-mêmes qui détruisent leur propre vie, et les commerçants du Nord surtout qui profitent du crime (98 %). Or la répression vise presque uniquement les pauvres des pays du Sud.

Les principaux responsables de la destruction des vies humaines par les armes sont ceux qui les utilisent et, dans une moindre mesure, ceux qui les fabriquent. Pourquoi la guerre contre la drogue fonctionne-t-elle à l'inverse ? Il est permis de se demander si elle vise vraiment à diminuer la consommation dans le monde, ou du moins dans les pays du Nord.

Ce n'est pas le cas, comme le prouve à l'évidence le Plan Colombia, une stratégie mise au point par le Département d'Etat des Etats-Unis pour le gouvernement de Pastrana (1998-2002). Son objectif essentiel était la lutte contre la drogue, censée résoudre presque tous les problèmes sociaux et politiques de Colombie. Lorsque ce plan fut présenté devant le Congrès des Etats-Unis, le sénateur Wellstone du Minnesota démontra que pour diminuer la consommation de drogues, il était 23 fois plus efficace de soumettre les consommateurs à un traitement médical psychiatrique plutôt que de réprimer les producteurs. Les études de la Rand Corporation elle-même le prouvaient.⁵

L'indifférence totale qu'afficha le Congrès aux propositions du sénateur Wellstone montre que les autorités des Etats-Unis n'ont aucun intérêt à diminuer la consommation

de stupéfiants. Mais alors, quels sont les objectifs de la guerre contre la drogue ?

Il est incontestable que la prohibition est le moteur du lucre. Si la drogue n'était pas interdite, son prix s'effondrerait aussitôt ; la rentabilité éliminée, sa production et sa commercialisation seraient sans intérêt. Certains l'ont compris, comme Keith Morris, ancien ambassadeur britannique en Colombie, qui tente aujourd'hui de convaincre de nombreux gouvernements d'abandonner le «prohibitionnisme» et de mettre sur pied une politique de «régulation» du commerce de la drogue. Dans une interview accordée au journal *El Tiempo* de Bogota, il se disait convaincu que «les interdits ne servent à rien et que la lutte contre la production «a été un échec qui a engendré d'énormes frais».⁶

Contre les mouvements sociaux

Il y a plus. Le 6 juin 1998, 800 intellectuels et hommes d'Etat ont adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, dans laquelle ils affirmaient que «la guerre contre la drogue cause plus de dégâts que l'abus de drogue. (...) Vouloir freiner l'abus de drogue en interdisant les drogues a eu pour seul résultat la création d'une industrie illégale qui coûte quatre cents mille millions de dollars, en gros le 8 % du commerce international. (...) Cette industrie a renforcé le crime organisé, corrompu les gouvernements à tous les niveaux, affaibli la sécurité interne, stimulé la violence et faussé aussi bien les marchés économiques que les valeurs morales...» Parmi les signataires, on trouve Javier Pérez de Cuellar, Georges Shultz, Milton Friedmann et Adolfo Pérez Esquivel.

Le professeur Noam Chomsky, l'illustre linguiste de l'Institut technologique du Massachusetts, ironise de manière encore plus pointue sur la politique de son pays : «Le trafic de la drogue n'est pas la principale

préoccupation des Etats-Unis. Ils ont plutôt un problème interne par rapport à l'usage des substances dangereuses. Et le tabac est de loin la plus dangereuse. Il faudrait mettre ensuite l'alcool ; quant à la cocaïne, elle est beaucoup moins signifiante. De plus, je peux vous dire que tout le monde sait très bien comment s'en servir. Prenons le cas du tabac, qui est le plus grave ; sa consommation provoque presque un demi million de décès par an. On ne l'a pas combattu en détruisant les champs de tabac de la Caroline du Nord, ni en envoyant des escadrons de paramilitaires assassiner les responsables syndicaux. On l'a combattu avec des programmes d'éducation et de traitement. (...) Dans ce cas, on comprend très bien que la prévention et le traitement permettent de réduire la consommation. Par contre, dans le cas de la Colombie, la politique antidrogue a pour conséquence la destruction des mouvements sociaux, et c'est un des objectifs du programme général contre l'insurrection.»⁷

Le professeur Chomsky met le doigt sur la plaie. Il est bien évident que la guerre contre les drogues ne cherche pas à diminuer leur consommation, mais qu'elle poursuit d'autres objectifs inavoués. Dans le cas de la Colombie, elle n'est qu'un prétexte pour intervenir dans le conflit social et la politique intérieure.

Stan Goff, un officier de l'armée américaine qui a travaillé durant deux décades dans les Forces spéciales (une unité qui entraîne les armées du tiers-monde) et qui a formé les Forces spéciales de l'armée colombienne, a déclaré : « Nous savions parfaitement, comme le savaient aussi les dirigeants de la nation qui nous recevait, que les narcotiques étaient une excuse ridicule pour renforcer les capacités des troupes qui, après des années de violence, avaient perdu la confiance de la population. (...) Mais je m'étais habitué à ces mensonges. Ils étaient la monnaie courante de notre politique extérieure.»⁸

Ainsi, en Colombie, la guerre contre la drogue ne signifie pas seulement la dévastation des cultures de familles misérables sans autres moyens de subsistance, la destruction de leur environnement, la ruine de leur santé et la liquidation de leur bétail. Elle est le cheval de Troie d'une intervention militaire continue de la part des Etats-Unis, qui cherchent à anéantir les mouvements sociaux nés d'une société alternative, mais certainement pas à diminuer la consommation des hallucinogènes. Au contraire, la prohibition et la guerre sont le fondement sur lequel repose le commerce le plus lucratif de l'hémisphère Nord.

J. G.

(traduction : P. Emonet)

¹ Le même problème existe en Bolivie où le gouvernement a relancé en juin l'« opération zéro coca » et annoncé sa volonté de détruire plus des 95 % des plantations illégales du Chaparé. Les *cocaleros* (producteur de coca) arguent que non seulement l'utilisation de la feuille de coca est une tradition léguée par leurs ancêtres indigènes, mais qu'en outre, pour de nombreuses familles, la culture de la coca est le seul revenu, dans l'attente que les fameuses cultures alternatives deviennent une ressource économique valide (n.d.l.r.).

² Cf. l'article du journaliste **Javier Darío Restrepo**, *La guerra contra el primer eslabón de la coca*, in « El Espectador », Bogota, 18.08.96.

³ Ces chiffres résultent de la comparaison entre ceux annoncés par le journal *El Espectador*, Bogota, 05.12.93, et ceux de la revue *Semana de Bogota*, Bogota, 13.04.93.

⁴ Cf. *Los banqueros ganan la guerra del blanqueo*, in « El Espectador », Bogota, 26.05.96.

⁵ *Amendment to the Foreign Operations Appropriations Bill (S.2522)*, du sénateur **Paul Wellstone** (démocrate du Minnesota), mai 2000. Cf. <http://cipoline.org/colombia/aid/congress.htm>.

⁶ 31.05.02, pp. 1-20.

⁷ In *El Espectador*, Bogota, 19.05.02.

⁸ Cf. wysiwyg/38/http://boozers.fortunecity.com/laurel/66/eng_dec/991230_cia_agent.htm.